

**SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DE SAUVETERRE-DE-GUYENNE
PROCES VERBAL DU 24 JUILLET 2018**

L'an **deux mille dix-huit**, le **vingt-quatre juillet** à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la commune de SAUVETERRE-DE-GUYENNE s'est réuni, en séance ordinaire, au lieu habituel de ses séances sous la présidence de **Monsieur Yves d'AMÉCOURT**, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 19 juillet 2018.

Présents : M. Yves **d'AMECOURT**, Mme Marie-José **LAWTHER**, M. Pierre **TOMADA**, Mme Sandrine **COMBEFREYROUX**, M. Laurent **SAUTS**, Mme Annie **ORDRONEAU**, M. Benoît **PUAUD**, Mme Stéphanie **DUBERGA**, Mme Karine **LUMEAU**, M. Éric **SALLABERREMBORDE**, Tristan de la **RIVIERE** M. Christian **BONNEAU**, Mme Ghislaine **CUROY**.

Absents ou excusés : Mme Sylvie **PANCHOUT** (pv. à P. TOMADA), M. Luc **HERAULT** (pv. à M-J. LAWTHER), M. Christophe **MIQUEU**, Mme Patricia **SCHNEEBERGER-REIGNIER** (pv. à C. BONNEAU), Mme Fabienne **MARQUILLE-MIRAMBET** (pv. à Ch. BONNEAU), M. Serge **MAURIN**.

Monsieur Christian BONNEAU est désigné secrétaire de séance.

Monsieur le Maire demande si tous les conseillers ont reçu le compte rendu de la séance du 10 avril 2018 et si des observations sont à formuler.

Aucune remarque n'est à formuler et le Conseil Municipal adopte ce Procès-Verbal à seize (16) voix « pour ».

Monsieur le Maire annonce et commente l'ordre du jour au Conseil Municipal.

1 - TARIFS COMMUNAUX

- Révision des tarifs – **délibération 2018-07-01**

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal qu'il y a lieu de réviser certains des tarifs communaux 2018.

TARIFS COLOMBARIUM (suite à une erreur de durée dans la première délibération)

1 case : 15 ans : 500.00 €

1 case : 30 ans : 800.00 €

LOYERS COMMUNAUX (suite au départ de la locataire actuelle et afin de se rapprocher des prix du marché)

43 rue St Léger : 650.00 €

APS (Accueil Péri-Scolaire) (suite au nouveau seuil national minimal de facturation des Trésoreries)

Forfait annuel /seuil de facturation minimum (fin d'année scolaire) : 15 € par famille

Monsieur le Maire signale que les factures inférieures à 15€ ne sont plus prises en charge par la Trésorerie (législation en vigueur), de ce fait les utilisateurs occasionnels du service d'APS ou de restauration collective (CCAS), n'atteignant pas le total de 15€ entre deux périodes de facturation, recevront une facturation annuelle forfaitaire de 15€ en fin d'année scolaire.

Après échange de vues, le Conseil Municipal, à seize (16) voix « pour », décide d'adopter les compléments et/ou modifications aux tarifs communaux 2018 présentés.

2 – PERSONNEL

- Contrat d'apprentissage – **délibération 2018-07-02**

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal la demande d'une étudiante pour un contrat d'apprentissage au sein du Pôle Administratif pour l'année universitaire 2018/2019. Cette personne prépare une licence professionnelle MAT « métiers des administrations et des collectivités » au sein de l'université de Bordeaux - collège « droits sciences politiques économie gestion ».

Le contrat d'apprentissage prendrait effet à compter du 1^{er} septembre 2018 jusqu'au 31 août 2019, à 35h/hebdomadaire avec l'université de Bordeaux.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à seize (16) voix « pour » :

DÉCIDE le recours au contrat d'apprentissage, de conclure dès la rentrée scolaire de septembre 2018, un contrat d'apprentissage :

Service : Pôle Administratif

Nombre de poste : 1 (35H00)

Diplôme préparé : licence professionnelle « métiers des administrations et des collectivités territoriales »

Centre de formation : Université de Bordeaux – Collège « Droit sciences politiques économie gestion »

Durée de la formation : 12 mois (du 01/09/2018 au 31/08/2019)

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal de la commune de Sauveterre-de-Guyenne, au chapitre 012, article 6417 de nos documents budgétaires et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis.

- Contrat service civique – **délibération 2018-07-03**

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal la possibilité de signer un contrat de Service-Civique avec un jeune de 16 à 25 ans.

Cette personne serait prévue au sein du Pôle Ecole-Sport-CCAS du 1^{er} novembre 2018 au 30 juin 2019 (8 mois) avec une rémunération mensuelle de 587 € environ (dont 107 € par la commune et 480 € par l'Etat)

Après échange de vues, le Conseil Municipal à seize (16) voix « pour », décide de mettre en place le dispositif du Service-Civique au sein de la collectivité de Sauveterre-de-Guyenne à compter du 1^{er} novembre 2018 pour une durée de 8 mois soit jusqu'au 30 juin 2019, d'autoriser Monsieur le Maire à faire les démarches auprès de CAP SOLIDAIRE, organisme local disposant de l'agrément nécessaire auprès de la direction départementale interministérielle chargée de la cohésion sociale et de signer les documents et de prévoir les crédits nécessaires.

3 – VOIRIE RURALE

- Résultat de la consultation et attribution du marché – **délibération 2018-06-04**

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal la consultation engagée pour les travaux de voirie rurale 2018 :

- Fourniture et mise en œuvre de béton désactivé
- Fourniture et pose de bordures T2/CS1
- Fourniture et pose de tuyaux assainissement
- Fourniture et mise en œuvre de calcaire
- Sciage de chaussée
- Déblais
- Fourniture et mise en œuvre de béton bitumeux chaussée

L'ensemble des 4 offres reçues ont été étudiées et analysées par la commission d'appel d'offres (CAO) et le bureau d'étude AZIMUT. La CAO propose de retenir l'entreprise la mieux-disante, uniquement sur la Tranche Ferme (TC) :

- EUROVIA : 46 556.50 € HT (tranche ferme)

Monsieur Pierre TOMADA détaille les travaux retenus dans cette « tranche ferme » :

- Résidence personnes âgées (RPA) Pringis : réfection en bicouche des voiries et parkings
- Porte Saubotte : reprise des bandes structurantes du carrefour en enrobé pour supprimer les pavés instables
- Chemin de Boutefol : reprofilage à la grave émulsion
- Chemin de Papon : reprofilage à la grave émulsion
- Rue Lucie et Raymond AUBRAC : réfection complète

Après échange de vues, le Conseil Municipal, à seize (16) voix « pour », donne son accord pour attribuer le marché à la société la mieux-disante et autorise Monsieur le Maire à signer les différents documents réglementaires (marché, devis, ...) et les éventuels futurs avenants dans les limites des sommes inscrites au budget.

4 – RESTRUCTURATION ET EXTENSION DE L'ECOLE ELEMENTAIRE

- Avenant n° 2 au marché de maîtrise d'œuvre – **délibération 2018-07-05**

Suite à l'attribution des marchés de travaux (14 lots) lors du Conseil Municipal du 19/06/2018, Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal de la nécessité de réactualiser le montant du marché de maîtrise d'œuvre (MOE) en fonction du coût définitif de réalisation des travaux et de fixer le seuil de tolérance.

Rémunération du MOE : 6.9% de 2 050 000 € HT de travaux = 141 450 € HT

Le seuil de tolérance est fixé à 5 % et le nouveau montant de marché de maîtrise d'œuvre est de 169 740.00 € TTC

Après échange de vues, le Conseil Municipal, à quatorze (14) voix « pour » et deux (é) « abstention » (Ch. BONNEAU, F. MARQUILLE-MIRAMBET), accepte l'avenant n°2 ci-dessus présenté et autorise Monsieur le Maire à le signer.

- Planning prévisionnel

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le planning prévisionnel des travaux de restructuration et extension de l'école élémentaire et précise que les démolitions vont débuter dès cet été 2018.

RESTRUCTURATION ET EXTENSION DE L'ECOLE ELEMENTAIRE et CONSTRUCTION D'UN PARKING

Rue Saubotte et Rue René Cassin
33540 SAUVETERRE DE GUYENNE

PLANNING PREVISIONNEL

SAIC

SPIS Sud-Aus SAS
Antenne de Bergerac
ZA Vallée Nord - Bâtiment CAP 936
24100 Bergerac
Tél. +33 (0)5 53 03 09 86 - Fax +33 (0)5 53 73 35 41
TOULOUSE RCS 440 056 483

Maître d'Ouvrage : COMMUNE DE 33540 SAUVETERRE DE GUYENNE représentée par son Maire Mr Yves D'AMECOURT

2018												2019												2020											
JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33			

1-La municipalité est-elle en conformité avec la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte ?

2-Au-delà de la conformité à la loi, la municipalité a-t-elle, est-elle engagée vers une politique plus ambitieuse dite « Zéro Phyto » ?

Concernant la première question :

Rappel de la loi :

La loi n°2014-110 du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national (dite loi Labbé) interdit aux personnes publiques d'utiliser des produits phytopharmaceutiques pour l'entretien des espaces verts, des forêts ou des promenades accessibles au public et relevant de leur domaine public ou privé. Cette interdiction prenait effet, dans cette loi, au 1er janvier 2020. L'interdiction de ces produits pour un usage non professionnel (utilisation par des particuliers) prenait effet, dans cette loi au 1er janvier 2022.

Toutefois, la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, a ajouté la voirie aux espaces dans lesquels l'usage des produits phytopharmaceutiques est interdit. Elle a également ramené la date d'application de cette interdiction au 1er janvier 2017 pour les collectivités et au 1^{er} janvier 2019 pour les particuliers.

Les lois votées en 2017 ont pour objectif d'encadrer l'utilisation des pesticides mais n'en interdisent pas pour autant l'usage dans l'ensemble des zones non agricoles !

Point N 1 : la municipalité utilise-t-elle des produits non conformes ? NON

J'ai vérifié auprès de la comptabilité les factures 2016/2017/2018 relatives aux commandes de produits phytosanitaires – Les produits achetés et livrés bénéficient tous d'une autorisation de mise sur le marché délivrée par le ministère chargé de l'agriculture et le ministère chargé de l'environnement.

Point N 2 : les agents municipaux sont-ils formés à l'utilisation de ces produits ? OUI

Tous nos agents disposent d'un certificat individuel appelé CERTIPHYTO.

S'il y a eu un dysfonctionnement le mardi 26 juin 2018, c'est avant tout sur le non-respect du port des EPI par les agents municipaux (Equipement de protection Individuel). Un rappel des protocoles d'utilisation des produits a été souligné en réunion interne.

Concernant la deuxième question :

Rappel des objectifs 2014 de la DDOC sur le dossier **PCD – Plan communal de désherbage** – (en prévision de la réglementation « PLAN ECOPHYTO » en vigueur au 1/01/2017)

- *Redéfinir les secteurs à traiter (zones de végétation spontanée...)*
- *Diversifier les modes de désherbage (techniques alternatives...)*
- *Redéfinir la culture de travail interne (services techniques...)*
- *Diminuer considérablement l'emploi de pesticides sur les prochaines années afin de protéger nos agents, l'environnement et de nous conformer aux dispositions réglementaires.*

Rappel des actions pour la mise en application du **PCD – Plan communal de désherbage**

-2015 – Premières approches /demande d'accompagnement faite au SMER E2M /sensibilisation du chef de pôle et des agents

-2016 - Commande d'une Etude/Etat des lieux dans le cadre du partenariat avec l'IUT

Réaliser un état des lieux des pratiques et amener des propositions afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation (Plan Ecophyto du Grenelle de l'Environnement...) et le développement durable, dans la gestion de l'entretien des espaces publics et le risque de transfert des herbicides vers la ressource eau (nappes phréatiques, rivières).

Objectifs :

- *Inventaire des pratiques : diagnostic des pratiques de désherbage de la commune sur chaque surface (identifier les zones désherbées et les zones non désherbées)*
- *Identifier le fonctionnement et les améliorations nécessaires sur tous les espaces entretenus (espaces verts, voirie, stades)*
- *Engager une diminution des traitements pesticides afin de proposer une gestion différenciée plus respectueuse de l'environnement et de la santé publique*
- *Définition des objectifs d'entretien en partenariat avec les élus et agents communaux (services techniques)*

- *Identifier les zones où le désherbage est nécessaire pour des raisons de sécurité, culturelles etc... et les zones où le désherbage n'est pas nécessaire*
 - *Réfléchir sur la notion « culturelle » de chacun (habitude...) : se poser systématiquement la question : « a-t-on besoin de désherber ? » / possibilité de transformer l'espace pour l'éviter, d'utiliser des alternatives au désherbage chimique ?*
 - *Classement des zones à désherber, choix des méthodes de désherbage ...*
- **2017** – Signature d'une convention avec le CAUE sur les missions suivantes
- *Co-construction avec la commune d'une méthode de gestion différenciée des espaces publics communaux*
 - *Accompagnement de l'équipe technique pour faire évoluer les pratiques actuelles, former les agents et avoir une démarche d'amélioration qualitative*
 - *Appui pour l'organisation de l'information et de la communication auprès des élus, des usagers et des administrés*
- **2017/2018** – Formation des agents au Certificat individuel « Certiphyto » / Communication EDC / Intégration de la médiathèque dans le plan de communication et de transfert à la population.
- **2018/2019** – Enjeu pour notre futur(e) chef de pôle technique – Poursuivre les actions engagées en conformité avec la réglementation en cours et faire évoluer les pratiques d'entretiens des espaces publics en cohérence avec la politique communale.

La marge de progression « *culturelle* » et « *opérationnelle* » reste importante.

Je reviens maintenant sur la forme de ce courrier.

J'ai le plus grand respect pour les lanceurs d'alerte, notamment pour ceux *désireux de faire un signalement dans l'intérêt général et qui respecte le principe de proportionnalité, à savoir se limiter aux faits strictement nécessaires au traitement de l'alerte.*

Les signataires du courrier ont fait volontairement le choix, sans aucune démarche préalable d'information ou de concertation intelligente et constructive auprès de la commune ou de la commission en charge du développement durable, de diffuser leurs propos aux 51 maires de la communauté des communes rurales de l'Entre-Deux-Mers.

Ils ont fait le choix de survaloriser, photo à l'appui, **l'action d'un agent municipal à une date précise et sur une zone donnée** pour propager un doute grave, une défiance générale sur la bonne gestion globale de notre commune.

Engagée dans une démarche d'amélioration continue sur la gestion de nos espaces publics, nous considérons que tout autre acte de communication publique décontextualisé et portant atteinte à l'image de notre commune pourrait faire l'objet d'un dépôt de plainte ».

Madame Marie-José LAWTher remercie le Conseil Municipal de son écoute et invite les élus à en débattre.

Madame Stéphanie DUBERGA demande pourquoi faut-il porter des EPI (Equipement de protection Individuelles) si le produit est bio-contrôle ?

Madame Marie-José LAWTher précise que le protocole est très contraignant, il y a une obligation d'EPI, quelques soit le produit, car un produit labélisé « bio-contrôle », autorisé, n'est pas forcément inoffensif.

Au vu de la lecture de l'ensemble des courriers, Monsieur Tristan de La RIVIERE prend la parole et donne son point de vue d'avocat sur ce dossier : « Ces courriers sont des accusations très graves, sans aucune preuve et sont du ressort de la diffamation publique sans preuve ».

Madame Marie-José LAWTher évoque sa première impression à la lecture du courrier : la commune est-elle en faute ?

Monsieur Tristan de la Rivière poursuit : « De plus, l'intéressée se rend-elle compte de la répercussion sur l'agent qui a été pris en photo dans le cadre de son travail et mis en accusation de façon publique à travers la publicité donnée à ce courrier-pétition (51 communes, presse locale...) ? »

Monsieur Laurent SAUTS juge le courrier confus et infondé.

Monsieur Benoît PUAUD s'interroge sur ce qui s'est passé et sur le rôle de la commune : que fait-on maintenant, quelle est notre position, quelles actions pour demain ?

Madame Marie-José LAWThER signale que la commune va poursuivre sa politique, réfléchir sur les nouvelles actions à mener, les ressources à mettre en place, échanger avec d'autres communes comme nous le faisons depuis le début de ce processus d'adaptation.

Monsieur le Maire précise que les signataires, qui n'ont jamais cherché à le rencontrer pour échanger sur ce point, appartiennent à une association locale qui bénéficie de l'aide de la Communauté des Communes (CdC) Rurales de l'Entre-Deux-Mers pour la mise à disposition gratuite d'une salle pour des cours de Yoga. Il poursuit : « Nous vivons une drôle d'époque ! »

Les courriers adressés à la commune ont été transmis simultanément aux 51 maires de la CdC Rurales de l'Entre-Deux-Mers et à la presse locale. Le 1^{er} courrier a été signé par une dizaine de personnes et le second par une seule.

Monsieur Christian BONNEAU estime qu'il est préférable de calmer le jeu.

Monsieur le Maire conclut que le dépôt de plainte n'est pas prévu pour le moment sauf si la personne persiste dans ses propos et ses accusations graves et sans fondement.

- Marché

Monsieur E. SALLABEREMBORDE signale qu'il serait nécessaire de prévoir un filet sur la benne du camion communal lors du transport des déchets du marché le mardi (envol des caisses de polystyrène lors du trajet).

- Remerciements

Monsieur le Maire donne lecture des courriers de remerciement à la municipalité :

- remerciements de la famille CAVIOLE lors des obsèques de Monsieur Christian CAVIOLE
- remerciement du CDG33 pour le prêt de salle pour d'une réunion
- remerciement de la DDTM pour le prêt de salle pour une réunion

Agenda

Juillet 2018	
25-31/07	Accueil des allemands de Sottrum (jumelage)
27-28-29/07	Sauveterre fête ses vins
Août 2018	
07/08	Mardi & 2ème Diner en Bastide 2018
10/08	2nde Soirée piscine
22/08	Collecte de Sang – 16h/19h / Salle des fêtes rue ST Romain
31/08	Fermeture de la piscine
Septembre 2018	
01/09	Forum des associations (Sauveterre)
03/09	Rentrée des classes

CONSEIL MUNICIPAL de SAUVETERRE-DE-GUYENNE - Séance du 24 juillet 2018

7-8-9/09	Festival Ouvre la voix 2018
08/09	Forum des associations (Targon)
11/09	Mardi & 3ème Diner en Bastide 2018
15-16/09	Journées du Patrimoine 2018
16/09	Brocante des « Amis de la Bastide »
27/09	Jeux Aquitaine Séniors 2018 : Sauveterre (zone Bonard)
30/09	Journée des Savoir-faire 2018

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h30.

Annexe 1

Françoise Cittone
1, A la Bori
33190 La Réole

Monsieur D'Amécourt
Maire de la Commune de Sauveterre-de-Guyenne
28, Place de la République
33540 Sauveterre-de-Guyenne

La Réole, le 26 juin 2018

Entretien des espaces verts de la commune

Monsieur le Maire,

Je me suis rendue le mardi matin 26 juin à 9h pour mon cours de Yoga à la salle Possamaï sur l'espace Bonnard de votre commune et, le ronronnement d'un tracteur a attiré mon attention, dans un site d'habitude très tranquille en ce début de matinée.

Quelle n'a pas été ma surprise de voir deux employés municipaux munis de masques et lancés en main arrosée soigneusement le pied des plantations de haies puis la totalité de l'espace réservé aux jeux d'enfants adossé à la maison de la petite enfance (voir photo 1 en fin de courrier). D'ailleurs des enfants sont sortis de cette maison pour aller en récréation mais les employés municipaux leur ont enjoint de retourner à l'intérieur. En sortant de notre cours de yoga nous avons pu voir un panneau indiquant que ce lieu public destiné aux enfants était **interdit jusqu'au 26 juin** (voir photo 2 en fin de courrier) Donc pas de délai de ré-entrée dans la zone ainsi que préconisés par les fabricants.

Or la loi votée en 2015 et applicable au 1er janvier 2017 à l'entretien des espaces verts de toutes les communes de France oblige à cesser l'emploi de produits phytosanitaires de synthèse sur les lieux publics et à fortiori sur des espaces en rapport avec des personnes fragiles comme les enfants ou les personnes âgées.

Ces produits, principalement désherbants tels que le Roundup sont composés de Glyphosate et d'adjuvants qui, maintenant on le sait, contiennent de l'arsenic interdit en France depuis 1974 et des POEA - des dérivés de produits pétroliers associés à des graisses animales -

Interview de Gilles Eric Séralini

Les désherbants de synthèse contiennent des « **perturbateurs endocriniens** » dont les études scientifiques prouvent qu'ils ont la capacité de perturber le système hormonal, ce qui est particulièrement préoccupant chez les enfants en pleine croissance et chez les femmes enceintes. Ils contiennent aussi des molécules cancérogènes ce qui n'est pas à prouver, de nombreuses études scientifiques en ont révélé la dangerosité pour la santé humaine.

Les perturbateurs endocriniens selon l'INSERM

<https://www.inserm.fr/information-en-sante/dossiers-informations/perturbateurs-endocriniens>

J'habite aujourd'hui à La Réole, commune où le maire a décidé avec son Conseil Municipal le 2 passage à Zéro pesticides pour l'entretien des espaces verts, ce dont je me réjouis en tant qu'habitant, mais également en tant qu'ancienne présidente de l'association Bioservice qui pendant 20 ans a exercé ses services à promouvoir l'Agriculture Biologique dans tout le Sud-Gironde et à Barsac où son maire Philippe Meynard a fait passer la commune au zéro phyto dès 2006.

Le risque existe et de manière bien plus problématique pour les personnels techniques chargés de passer les produits sur ces zones en tant qu'utilisateurs fréquents. Le haut degré d'exigence de votre rôle de premier magistrat de la commune devrait les obliger à porter masques sérieux, combinaisons de protection, bottes et gants lors de ce travail qui les expose dangereusement. Or ce matin, ils étaient bras nus, casquette, short, masque et veste jaune rayonnante.

Les alternatives existent pourtant et vous en trouverez de nombreux exemples dans le Guide Zéro pesticides ci-dessous.

https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/10_Guide_zero_pesticides.pdf

Je vais vous citer une anecdote entendue d'une habitante d'Enghein-les-bains en région parisienne qui voyant passer un tracteur avec un matériel d'aspersion devant chez elle, est sortie et a interpellé le cantonnier de passer un herbicide devant chez elle. Le cantonnier ainsi interpellé lui a dit qu'il n'avait pas à recevoir d'ordre de sa part, mais que si elle n'était pas contente elle n'avait qu'à aller voir le maire pour se plaindre. Ce qu'elle fit en prenant rendez-vous.

Devant le maire se sont retrouvés la dame et le cantonnier. La dame a expliqué les dangers liés à l'utilisation de désherbants. Le maire a eu la bonne idée de leur demander à chacun de faire des recherches sur Internet à ce sujet et de se retrouver 8 jours plus tard dans son bureau. Ce qu'ils firent.

Lorsque la dame eut livré les résultats de ses recherches prouvant les effets délétères de ces produits - études scientifiques à l'appui - le cantonnier n'a pu que confirmer par ses propres recherches ce que l'habitante venait d'exposer. Il a même remercié la dame car le maire a mis en place un programme zéro phyto sur les espaces verts de sa commune étalé sur plusieurs années.

Je vous demande par conséquent de simplement respecter la loi pour les enfants et les habitants de Sauveterre, les vacanciers qui viennent en camping-car avec enfants, petits enfants et animaux domestiques, pour les cyclistes, et les marcheurs, et enfin pour les personnels techniques, en mettant en place un programme d'entretien de ces espaces verts qui tienne compte des alternatives aux produits de synthèse.

Je vous remercie de votre lecture et je reste à votre disposition pour vous rencontrer si vous le souhaitez.

Bien à vous,

Françoise Cittone

Signature de Françoise Cittone
Signature de Michel Cittone
Signature de S. CASTELS
Signature de MAGNIER
Signature de DUNE GILLES
Signature de M. MICHEL AUCHE
Signature de M. MICHEL AUCHE

Copie : Mairie d'Arbis /Mairie de Baigneaux/Mairie de Bellebat/Mairie de Bellefond/ Mairie de Blaison/ Mairie de Cantois/Mairie de Castelvieu/Mairie de Castelmoron d'Albret/Mairie de Caumont/ Mairie de Cazaugitat/Mairie de Cessac/Mairie de Cleyrac/Mairie de Coirac/Mairie de Courpiac/Mairie de Cours de Monségur/Mairie de Coutures sur Dropt/Mairie de Daubèze/Mairie de Dieulivol/Mairie d'Escoussans/Mairie de Faleyras/Mairie de Frontenac/Mairie de Gornac/Mairie de Ladaux/Mairie de Landerroutet/Mairie de Le Puy/Mairie de Lugasson/Mairie de Martres/Mairie de Mauriac/Mairie de Mesterrieux/Mairie de Montignac/Mairie de Mourens/Mairie de Neufons/ Mairie de Rimons/Mairie de Romagne/Mairie de St Antoine du Queyret/Mairie de Saint Brice/ Mairie de Saint Félix de Foncaude/Mairie de Saint Ferme/Mairie de St Genis du Bois/Mairie de Saint Hilaire du Bois/Mairie de Saint Laurent du Bois/Mairie de Saint Martin de Lerm/Mairie de Saint Martin du Puy/Mairie de Saint Pierre de Bat/Mairie de Saint Sulpice de Guilleragues/Mairie de Saint Sulpice de Pommiers/Mairie de Sainte Gemme/Mairie de Soullignac/Mairie de Soussac/ Mairie de Taillecevat/Mairie de Targon

Photos





YdAF n° 2018-166 Lettre recommandée avec Accusé de Réception
Affaire suivie par Florian POUBEAU
florian.poubEAU@sauveterre-de-guyenne.eu
Tél. ligne directe : 05 56 71 73 34

A l'attention des signataires de la lettre « Entretien des espaces verts de la commune »

Adresse de correspondance :

Chez Madame Françoise CITTONE

I. A la Bori

33190 - LA REOLE

Objet : Réponse à votre courrier-pétition en date du 26/06/2018 « entretien des espaces verts »

Mesdames, Messieurs,

Par lettre recommandée en date du 26/06/2018 reçue en Mairie le 05/07/2018, vous déclarez que la commune de Sauveterre-de-Guyenne ne respecte pas la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte.

Sur la base de votre e-mail et de votre courrier et des photos adressées, une première réunion interne a été aussitôt organisée le vendredi 4 juillet 2018 avec Madame LAWTHER, Monsieur TOMADA (respectivement adjointe au Maire en charge du développement durable, Adjoint au Maire en charge du service technique) et les agents municipaux spécifiquement en charge des espaces verts le mardi 26 juin 2018 sur la zone Bonnard.

L'objectif de cette concertation avec nos agents est d'établir, avec exactitude et certitude, les conditions et les protocoles d'utilisation et de pulvérisation du produit de biocontrôle sur la zone concernée.

En tant que signataires du courrier/pétition reçu en mairie, vous avez fait volontairement le choix, sans aucune démarche préalable d'information ou de concertation intelligente et constructive auprès de la commune ou de la commission en charge du développement durable, de diffuser vos propos aux 51 maires de la communauté des communes rurales de l'Entre-Deux-Mers, ainsi qu'à la presse locale.

Vous avez fait le choix de survaloriser, photo à l'appui, l'action d'un agent municipal à une date précise et sur une zone donnée pour propager un doute grave, une défiance générale sur la bonne gestion globale de notre commune.

le 10 juillet 2018

Madame Françoise CITTONE

I. A la Bori

33190 LA REOLE

Nous porterons à la connaissance des 51 maires destinataires de votre courrier un descriptif des actions engagées par la commune depuis 2014 et plus spécialement la mise en place du plan communal de désherbage et la convention d'accompagnement avec le CAUE de la Gironde, établie sur un programme dont les objectifs sont les suivants :

- Co-construction avec la commune (élus et agents) d'une méthode de gestion différenciée des espaces publics communaux
- Accompagnement de l'équipe technique pour faire évoluer les pratiques actuelles, former les agents et avoir une démarche d'amélioration qualitative
- Appui pour l'organisation de l'information et de la communication auprès des élus, des usagers et des administrés

Engagée dans une démarche d'amélioration continue sur la gestion de nos espaces publics, nous considérons que tout autre acte de communication publique décontextualisé et portant atteinte à l'image de notre commune fera l'objet d'un dépôt de plainte.

Nous vous invitons à nous communiquer les adresses de l'ensemble des 10 personnes signalataires de votre courrier-pétition afin de pouvoir leur adresser une copie de ce courrier.

Nous regrettons très sincèrement cette façon d'agir et nous vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, nos salutations.



Yves d'AMECOURT



Marie-José LAWTHER

En copie (pour information) :
Mesdames et Messieurs les Maîtres des 51 communes de la Communauté des Communes Rurales de l'Entre-Deux-Mers
Presse locale

Annexe 3 :

Françoise Cittone
1, A la Bori
33190 La Réole

Monsieur Yves D'Amécourt
Madame Marie-José Lawther
28, Place de la République
33540 Sauveterre-de-Guyenne



La Réole, le 20 juillet 2018

Entretien des Espaces verts sur la commune
Lettre Recommandée avec AR

Monsieur le Maire, Madame l'adjointe chargée du Développement Durable,

Tout d'abord, je tiens à vous remercier d'avoir bien voulu répondre à la lettre que je vous ai adressée le 3 juillet dernier par mail et en Recommandée.

Celle-ci faisait référence à une action des employés communaux en charge de l'entretien de l'aire de jeux pour enfants située à côté de l'espace Bonard et de la Maison de la Petite Enfance. Ils ont pulvérisé un désherbant contenu dans la cuve d'un tracteur muni de lances d'aspersion.

Nous avons été témoins de cette action survenue le mardi 26 juin dans la matinée, c'est pourquoi, je vous demande de répondre aux questions suivantes que j'ai été amenée à me poser moi-même :

- 1 – Quel produit a été utilisé lors de cette pulvérisation ? Je souhaiterais consulter la fiche produit.
- 2 – Pourquoi l'employé portait-il un masque s'il s'agissait d'un produit non toxique ?
- 3 – Si ce produit ne présente aucun danger pour les enfants, les employés ou l'environnement, pourquoi l'un des employés s'est-il porté au devant des enfants qui sortaient en récréation vers l'aire de jeux pour les inviter à re-renter dans la Maison de la Petite Enfance ?
- 4 - Pourquoi une fois le travail terminé, une affichette a été apposée indiquant que la zone était dangereuse ?

Des réponses claires de votre part me permettraient de lever les doutes qui subsistent lors de cette action à laquelle nous avons assisté.

Pour le reste, j'apprécie la mise en œuvre d'un plan communal de désherbage, d'un travail effectué avec les agents pour une démarche d'amélioration qualitative, ce dont je me réjouis pour les habitants, mais considérez que la citoyenne que je suis, soit en droit d'attendre des réponses d'un élu attentif au bien-être de toute la population et plus particulièrement de celle des tout-petits.

Avec mes remerciements, je vous prie de croire, Monsieur le Maire, Madame l'adjointe au Développement Durable, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Françoise Cittone

copie ; 51 communes du Sauveterrois
les journaux le Républicain et Sud Ouest